



REDD+ et les Objectifs de Développement Durable à l'Horizon 2030: Liens et Enseignements Tirés en République Démocratique du Congo

Résumé

La République Démocratique du Congo (RDC) participe à la REDD+ (Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts) depuis 2009 et a fait de belles avancées en matière de préparation à la REDD+. En parallèle, en novembre 2016, la RDC était l'un des huit pays pilotes sélectionnés pour l'intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD) à ses politiques nationales. Ce document d'orientation identifie les connections potentielles entre la REDD+ et les ODD en RDC afin de mieux comprendre comment les stratégies de mise en œuvre de ces deux processus pourraient être alignées. Les obstacles à la création de liens entre la REDD+ et les ODD en RDC sont mis en évidence et des recommandations politiques sont proposées. Cette analyse peut profiter à d'autres gouvernements et décideurs politiques afin de renforcer la cohérence et le soutien mutuel entre les ODD et la REDD+.



Messages Clés

1. Les activités REDD+ en RDC sont pertinentes pour la réalisation des ODD et peuvent contribuer à 15 ODD (sur 17), mais en particulier à:
 - ◆ **Lutte contre le changement climatique (ODD 13)**
 - ◆ **Vie terrestre (ODD 15)**
 - ◆ **Éradication de la pauvreté (ODD 1)**
 - ◆ **Accès à une éducation de qualité (ODD 4)**
 - ◆ **Recours aux énergies renouvelables (ODD 7)**
 - ◆ **Justice et paix (ODD 16)**
2. Les obstacles à la réalisation des synergies entre la REDD+ et les ODD ont été identifiés et incluent:
 - ◆ **Faible représentation des experts nationaux et points focaux de la REDD+ dans le processus national de priorisation et contextualisation des ODD**
 - ◆ **Faiblesse de la coordination entre la REDD+ et les ODD**
 - ◆ **Faiblesse du partage d'informations pour le suivi des résultats et progrès**
 - ◆ **Utilisation d'approches directives à tous les niveaux de gouvernance**
 - ◆ **Instabilité politique**

Recommandations Politiques

1. La coordination intersectorielle entre la REDD+ et les ODD doit être initiée au plus haut niveau politique.
2. Le développement d'une Stratégie de Développement Durable pour la RDC et la mise en place d'une commission de développement durable sont une priorité.
3. Les domaines dans lesquels le suivi et l'évaluation de la REDD+ et des ODD pourraient se compléter doivent être explorés.
4. La décentralisation effective de la mise en œuvre de la REDD+ et des ODD au niveau provincial doit être soutenue.

Processus REDD+ et ODD : Où en Est la RDC ?

La République Démocratique du Congo (RDC) possède la deuxième plus grande forêt tropicale du monde. Le phénomène de déforestation a fortement augmenté dans le pays ces dernières années, avec environ 1 million d'hectares de forêts perdues par an durant la période 2010-2014, ce qui correspond à une augmentation de près de 11% du taux annuel de déforestation durant la période 2000-2010 (Niveau d'Émission de Référence de la RDC). Les principales causes directes sont l'agriculture sur brûlis, l'exploitation forestière artisanale, le bois de chauffage, l'exploitation minière et les feux de brousse; et les principales causes sous-jacentes sont la croissance démographique, les aspects institutionnels, les aspects économiques (crise économique, chômage, pauvreté), les infrastructures et l'urbanisation. L'engagement national en faveur de la gestion durable des forêts et des ressources naturelles se reflète toutefois par les avancées majeures de la préparation et mise en œuvre de la REDD+ en RDC. Le pays a adopté la Stratégie-Cadre Nationale REDD+ en 2012, créé le Fonds National REDD+ (FONAREDD) en 2012 et validé le Plan d'Investissement REDD+ en 2013. Actuellement, le Plan d'Investissement REDD+ est partiellement financé par l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI). Le gouvernement de la RDC et CAFI ont signé une lettre d'intention en avril 2016 visant à établir un partenariat pour s'attaquer aux facteurs directs et indirects de la déforestation dans différents secteurs (**voir tableau 1**).

La RDC a également été l'un des huit pays pilotes sélectionnés dans le cadre d'une initiative du Programme pour le Développement des Nations Unies visant à intégrer les Objectifs de Développement Durable (ODD). Les 17 ODD (qui comprennent 169 cibles spécifiques pour les ODD et des indicateurs associés) visent à

mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous (ONU, 2015). Le processus de hiérarchisation des ODD en RDC a été mené par des experts de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD) sous le Ministère de la Planification et de la Révolution pour la Modernité, et dans le premier rapport national de la RDC en 2016, 17 ODD et 38 cibles spécifiques pour les ODD ont été priorisés en RDC. Il existe des connexions potentiellement complémentaires entre les objectifs de la REDD+ et les ODD ainsi que des zones possibles de friction. Cependant l'intégration et la cohérence de ces processus en RDC n'ont pas été explorés.

Ce document d'orientation examine comment les activités REDD+ financées par CAFI en RDC sous-tendent le programme de développement durable à l'horizon 2030 et met en évidence les obstacles concernant les liens entre la REDD+ et les ODD. Finalement, ce document propose des recommandations politiques clés pour soutenir des liens cohérents et inclusifs entre les objectifs de la REDD+ et des ODD. Ce document d'orientation est tiré du travail effectué par le Centre Mondial d'Agroforesterie (ICRAF) en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) (Bernard et al., 2018 comme référencé), et qui a effectué une revue de littérature détaillée des politiques, stratégies, rapports nationaux et synthèses disponibles ainsi que des publications scientifiques sur le sujet. En outre 11 entretiens ont été menés avec 20 parties prenantes (en groupe et individuellement), et le 18 août 2017, un atelier de validation d'une demi-journée s'est tenu à Kinshasa et a réuni 25 parties prenantes concernées.

Tableau 1: Les huit objectifs de la Lettre d'Intention signée par le gouvernement de la RDC et CAFI afin d'opérationnaliser le Plan d'Investissement REDD+ (CAFI, 2016)

Secteur	Objectif
Agriculture	[...] une politique agricole qui contribue au développement rural et à la sécurité alimentaire nationale tout en limitant l'impact actuel et futur sur les forêts.
Bois énergie	[...] une politique énergétique de gestion durable du bois énergie et de substitution partielle à celui-ci.
Forêts	[...] une politique forestière pour la gestion durable des ressources forestières par de multiples acteurs du secteur, comprenant les communautés locales et autochtones, avec un accent particulier sur l'application des lois forestières, la gouvernance et divers modèles de gestion locale et communautaires. La RDC s'engage à renforcer la capacité de surveillance dans les zones d'exploitation forestières existantes et dans les zones où de nouvelles concessions potentielles seront attribuées, afin d'appliquer la loi forestière.
Normes minières et pétrolières	[...] standards REDD+ pour les investissements miniers et pétroliers dans les zones forestières afin de prévenir, réduire et compenser leurs impacts sur les forêts.

Secteur	Objectif
Aménagement du territoire	<p>[...] une politique d'aménagement du territoire qui organise et optimise l'utilisation des ressources foncières et forestières par les différents secteurs économiques nationaux, dans le respect des droits reconnus par le système juridique de la RDC, pour réduire son impact sur les forêts, réduire les conflits et assurer un développement durable au niveau national et local.</p> <p>[...] une politique foncière équitable, y compris au regard du genre, des personnes vulnérables, des communautés locales et des peuples autochtones, et qui pourrait assurer une gestion durable et non conflictuelle des terres et la clarification des droits fonciers, dans le but de limiter la conversion des terres forestières.</p>
Population	[...] soutenir la mise en œuvre participative du Plan Stratégique National Multisectoriel pour la planification familiale (2014-2020).
Gouvernance	[...] alignement des interventions dans le pays par le secteur public national et le secteur privé national et international sur les objectifs de la REDD+; assurer la transparence et la consolidation de l'information, ainsi que l'application de la loi dans les secteurs pertinents pour la REDD+.

Comment les activités REDD+ financées par CAFI peuvent-elles contribuer à la réalisation des ODD en RDC?

Les activités REDD+, y compris celles financées par CAFI, peuvent contribuer à 15 des 17 ODD en RDC et à 21 des 38 cibles prioritaires. Les deux ODD où les contributions du Plan d'Investissement REDD+ du pays sont moindres incluent l'ODD 6 (Accès à l'eau salubre et à l'assainissement) et l'ODD 14 (Vie aquatique). Les activités REDD+ financées par CAFI sont plus étroitement liées à l'ODD 13 (Lutte contre le changement climatique) et l'ODD 15 (Vie terrestre) qui




inclue l'objectif ambitieux de stopper la déforestation d'ici 2020 (ODD cible 15.2). Elles contribuent également de manière décisive, entre autres, à l'ODD 1 (Éradication de la pauvreté), à l'ODD 4 (Accès à une éducation de qualité), à l'ODD 7 (Recours aux énergies renouvelables) et à l'ODD 16 (Justice et paix). Le **Tableau 2** détaille les liens entre les activités REDD+ financées par CAFI et les ODD priorités en RDC.

Tableau 2: Contribution des activités REDD+ financées par CAFI aux ODD priorités en RDC (Bernard et al., 2018)

	ODD	Comment les activités REDD+ financées par CAFI contribuent-elles aux ODD priorités en RDC?
	ODD 1: Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	Toutes les activités REDD+ financées par CAFI visent à soutenir les moyens de subsistance des populations, réduire les émissions de GES et accéder à une économie verte, le but ultime étant de réduire la pauvreté. Le taux de pauvreté diminuera grâce aux investissements planifiés de la REDD+ tels que le développement de filières agricoles durables et le soutien aux activités forestières durables génératrices de revenus. L'accès à des foyers de cuisson améliorés de faible coût et à faible consommation d'énergie ainsi qu'à la production durable de charbon de bois permettra aux ménages et aux industries de dépenser moins (car les combustibles traditionnels sont plus chers) et d'être plus productifs. Le soutien à la planification familiale et à l'éducation des femmes facilitera également la lutte contre la pauvreté.

	ODD	Comment les activités REDD+ financées par CAFI contribuent-elles aux ODD priorités en RDC?
	ODD 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	Les activités REDD+ financées par CAFI comprennent l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable, avec l'accent mis sur l'agriculture dans la savane afin de réduire « l'empreinte sur la forêt » de l'agriculture, assurer la sécurité alimentaire en dehors des zones forestières et augmenter la production et les revenus de la filière agricole.
	ODD 3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge	L'amélioration des revenus grâce au soutien des activités génératrices de revenus permettra aux populations d'avoir davantage de ressources financières pour leur santé et leur bien-être. La réduction de la demande en bois de chauffage grâce à l'efficacité énergétique et à la substitution de ce combustible réduira aussi les incidences des maladies pulmonaires associées à la fumée provenant de la combustion du bois de chauffage.
	ODD 4: Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	Certaines activités REDD+ financées par CAFI visent à soutenir l'éducation des femmes (en particulier en assurant la scolarisation des filles et l'alphabétisation des femmes adultes) ainsi que le développement de compétences en matière de leadership parmi les femmes et jeunes gens des communautés autochtones.
	ODD 5: Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	Dans le cadre des activités REDD+ financées par CAFI, une politique foncière doit être adoptée et se doit d'être équitable, y compris en ce qui concerne le genre, les personnes vulnérables, les communautés locales et les peuples autochtones.
	ODD 7: Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable	Certaines activités REDD+ financées par CAFI porteront sur l'augmentation de l'utilisation de foyers de cuisson améliorés et le soutien à leur diffusion massive dans les grands centres urbains (dans 10% des ménages à Kinshasa et dans les capitales provinciales où des programmes intégrés REDD+ ont été mis en œuvre). Il est également prévu de mener des études de faisabilité et de plaider pour le développement de la substitution de combustibles. La REDD+ en RDC soutiendra la production durable de charbon de bois dans le cadre de la foresterie communautaire et soutiendra la révision de la politique énergétique devant inclure une sous-composante sur la gestion durable du bois-énergie et le développement d'alternatives au bois-énergie. La mise en œuvre planifiée de projets de bois-énergie autour des grands centres urbains vise à diversifier l'offre en dehors des zones de forêts naturelles et à améliorer l'efficacité de la carbonisation grâce à l'utilisation de technologies adaptées.
	ODD 8: Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	Des activités REDD+ incluent le soutien au développement des petites et moyennes entreprises (PME) dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de l'exploitation forestière afin de créer de nouveaux emplois dans ces secteurs.

	ODD	Comment les activités REDD+ financées par CAFI contribuent-elles aux ODD priorités en RDC?
	ODD 9: Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	Dans le cadre de la REDD+ en RDC, les données relatives au développement spatial des plantations commerciales seront mises à jour et publiées régulièrement sur le portail Internet national Terra Congo. Dans une certaine mesure, cela contribue à une industrialisation durable.
	ODD 10: Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre	L'une des activités REDD+ financée par CAFI est le développement et l'adoption d'une politique foncière devant être équitable - en matière de genre, de populations vulnérables, de communautés locales et de peuples autochtones, assurant une gestion durable et non conflictuelle des terres, et la clarification des droits fonciers, dans le but de limiter la conversion des terres forestières. Cela contribuera à l'autonomisation et à la promotion de l'inclusion sociale de tous, indépendamment de l'âge, du sexe, du handicap, de la race, de l'ethnie, de l'origine, de la religion ou du statut économique ou de tout autre statut.
	ODD 11: Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	Le soutien durable pour la diffusion à grande échelle de foyers de cuisson à faible coût et à haute efficacité énergétique dans les grands centres urbains (prévu par la REDD+ en RDC) favorisera l'accès des populations aux services de base.
	ODD 12: Établir des modes de consommation et de production durables	L'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'utilisation des terres qui organise et optimise la gestion des terres et des ressources forestières par les divers secteurs soutiendra une meilleure gestion durable et une utilisation efficace des ressources naturelles.
	ODD 13: Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	Toutes les activités REDD+ financées par CAFI visent à réduire les émissions de GES directement ou indirectement, et contribuent ainsi à la lutte contre le changement climatique. Ces activités comprennent par exemple: <ul style="list-style-type: none"> - Secteur forestier : l'adoption et la mise en œuvre de normes REDD+ pour les investissements miniers et hydrocarbures dans les zones forestières; la stabilisation de l'exploitation forestière illégale d'ici 2020; - Secteur agricole : l'adoption d'une politique agricole intégrant les défis REDD+ et les principes d'utilisation des terres, et la promotion des filières agricoles industrielles avec l'objectif «Zéro déforestation»; - Secteur énergétique : la révision de la politique énergétique (pour inclure une sous-composante visant la gestion durable du bois-énergie et le développement d'alternatives au bois-énergie); la mise en œuvre de projets bois-énergie autour des grands centres urbains; et l'amélioration de l'efficacité de la carbonisation grâce à des technologies adaptées.

	ODD	Comment les activités REDD+ financées par CAFI contribuent-elles aux ODD priorités en RDC?
	ODD 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	<p>De nombreuses activités REDD+ se concentrent sur la conservation, la restauration et l'utilisation durable des écosystèmes terrestres et de leurs services. Ces activités incluent par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Secteur forestier : l'adoption et la mise en œuvre de normes REDD+ pour les investissements miniers et hydrocarbures dans les zones forestières; le projet de révision du code forestier; la stabilisation de l'exploitation forestière illégale d'ici 2020; - Secteur agricole : l'adoption d'une politique agricole intégrant les défis REDD+ et les principes d'utilisation des terres, et la promotion des filières agricoles industrielles avec l'objectif «Zéro déforestation»; - Activités transversales : l'élaboration d'une politique d'utilisation des terres qui organise et optimise l'utilisation des terres et des ressources forestières par divers secteurs économiques nationaux.
	ODD 16: Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous	<p>Le développement et l'adoption d'une politique foncière devant être équitable - en matière de genre, de populations vulnérables, de communautés locales et de peuples autochtones - devrait créer les incitations politiques nécessaires et un environnement propice à la réduction des conflits liés à la gestion des terres. En outre, cette politique devrait assurer plus de transparence et de consolidation de l'information, l'application de la loi dans les domaines pertinents pour la REDD+ et la mise en place, d'ici 2017, d'un mécanisme d'audit indépendant et opérationnel. Ces interventions politiques devraient contribuer à réduire la corruption et à développer des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.</p>
	ODD 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser	<p>La REDD+ en RDC est un processus qui promeut des partenariats multi-acteurs, le renforcement des institutions et une plus grande cohérence des politiques grâce à des réformes sectorielles clés.</p>

Liens entre la REDD+ et les ODD : Obstacles Identifiés

L'atelier de validation conduit à Kinshasa et les entretiens menés avec les différents acteurs clés de la RDC ont permis d'identifier les obstacles à la réalisation de liens solides et de coordination entre les deux processus REDD+ et ODD. Ces obstacles sont les suivants :

1. Implication limitée des acteurs REDD+ dans l'exercice national de priorisation et de contextualisation des ODD en RDC et faiblesse

de la coordination: aucune des parties prenantes impliquées historiquement dans le processus REDD+ n'a été incluse dans l'exercice national de priorisation et de contextualisation des ODD en RDC. Les participants appartenaient pour la plupart aux Départements d'Études et de Planification (DEP) relevant du Ministère de la Planification et de la Révolution pour la Modernité et attribués dans chaque ministère sectoriel. Bien qu'il s'agisse d'un

effort intersectoriel et interministériel louable, le manque de communication interne entre les DEP et les autres divisions techniques siégeant dans les mêmes ministères sectoriels a laissé de côté la plupart des autres parties prenantes dans le processus des ODD. Par exemple, alors que le DEP du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) faisait partie du processus des ODD, le Département du Développement Durable (siégeant dans le même ministère), qui joue pourtant un rôle crucial en reliant les objectifs environnementaux et de développement durable à la stratégie REDD+, n'a pas été consulté. De manière générale, il y a un manque de dialogue et les rôles et responsabilités ne sont pas clairement définis concernant la coordination entre la REDD+ et les ODD. L'absence d'une Stratégie Nationale de Développement Durable est également un défi important pour la coordination de la REDD+ avec les ODD.

2. **Faiblesse du partage d'informations pour le suivi des résultats et progrès:** il y a une faiblesse de partage d'informations pour le suivi des résultats et progrès, pour relier la REDD+ aux ODD (en particulier, les ODD avec des cibles spécifiques sur les forêts et l'utilisation des terres).
3. **Approches directives à tous les niveaux de gouvernance:** actuellement le modèle utilisé par défaut est une approche directive avec une prise de décision du sommet vers la base, et l'utilisation systématique de lieux de réunions à Kinshasa. Le sentiment des acteurs infranationaux est que l'unique rôle qui leur est attribué est en fait la validation des décisions et stratégies déjà décidées à Kinshasa. Par exemple, un exercice pilote dans quatre provinces de la RDC (Maniema, Sud-Kivu, Nord-Kivu et Tanganyika) a montré que le lot national d'ODD prioritaires de la RDC ne répondait pas nécessairement aux préoccupations, spécificités et objectifs locaux. Si les gouvernements locaux n'ont pas encore été impliqués dans les processus REDD+ et ODD, les liens opérationnels entre ces deux processus ne peuvent pas se produire et peuvent même être contre-productifs.
4. **Instabilité politique:** le changement de gouvernement ainsi que les élections non tenues et l'insécurité dans certaines régions du pays, demeurent un obstacle à tous les programmes, y compris la REDD+ et les ODD.

Principales Recommandations Politiques

Initier une Coordination Intersectorielle entre la REDD+ et les ODD au Plus Haut Niveau Politique

Si la coordination intersectorielle entre les ministères et les agences se fait au plus haut niveau politique (par exemple, le Parlement ou bureau du Premier Ministre), la capacité du pays à atteindre des objectifs interdépendants peut s'en trouver transformée, les redondances dans la planification et la mise en œuvre évitées et des opportunités pour des retours durables sur investissement encouragées. La question du développement durable et des ODD sont fortement susceptibles d'être intégrés au plus haut niveau à l'avenir (tels que les comités de surveillance du Parlement), ce qui constitue une opportunité pour le processus REDD+ d'attirer également l'attention du plus haut niveau politique en RDC. Les redondances avec d'autres organes de coordination déjà existants (par exemple, le groupe thématique sur la gouvernance économique) ou en cours de discussion (par exemple, comités interministériels pour le Plan de développement stratégique national (2017-2021, non validé)) et qui pourraient jouer un rôle de soutien à la coordination entre la REDD+ et les ODD, doivent être évités. Cela suppose davantage de dialogue et de clarifier les rôles et responsabilités en matière de coordination entre la REDD+ et les ODD. Les divisions techniques du MEDD et de l'OCDD qui traitent de la REDD+ et des ODD doivent être liées de manière explicite et les points focaux institutionnels pour les ODD et la REDD+ devraient collaborer et coordonner leurs efforts. D'autre part, les cibles prioritaires des ODD en RDC seront revues en 2021, ce qui représente une opportunité pour accroître l'engagement effectif d'un plus large éventail de parties prenantes incluant tous les ministères, la société civile, le secteur privé, les centres de recherche et les universités, les organisations locales ciblant les jeunes et les femmes, et les communautés autochtones.

Développer la Stratégie de Développement Durable de la RDC et Mettre en Place une Commission de Développement Durable

Des ressources financières et techniques doivent être mobilisées et orientées vers le développement d'une Stratégie de Développement Durable pour offrir au pays une vision claire et commune. Une commission offrant

un cadre de dialogue sur le développement durable pour tous les acteurs peut être mis en place et toute redondance éventuelle avec d'autres commissions nationales existantes devrait être traitée de manière concomitante afin d'éviter la multiplication des commissions. Des unités de développement durable au sein de chaque ministère sectoriel pourraient également assurer une meilleure coordination entre les processus REDD+ et ODD. Cela soulèvera néanmoins la question de la redondance ou du moins de la réorganisation et de la discussion des responsabilités avec les Départements d'Études et de Planification déjà existants au sein de chaque Ministère (et relevant du Ministère du Plan et de la Révolution pour la Modernité).

Explorer les complémentarités possibles entre le système national de suivi des forêts de la REDD+ et le suivi des résultats et progrès des ODD

L'une des missions de l'OCDD est d'évaluer annuellement la performance des ODD. D'autre part, le système national de surveillance des forêts (SNSF) pour la REDD+, mis au point avec le financement de CAFI, est en cours de développement et de mise en œuvre afin de produire des données fiables et de qualité sur les forêts en RDC. Par exemple, certains indicateurs pour l'ODD15 comprennent «la superficie forestière en pourcentage de la superficie totale» et les «progrès en

matière de gestion durable des forêts» qui pourraient être renseignés par le SNSF de REDD+. Il existe donc une opportunité de partage d'information entre la REDD+ et les ODD pour améliorer les mécanismes de suivi des résultats et progrès.

Promouvoir une Décentralisation Efficace de la Mise en Oeuvre de la REDD+ et des ODD au Niveau Provincial

Il est nécessaire d'opérationnaliser davantage la décentralisation en transférant le rôle de coordination des ministères nationaux aux ministères provinciaux, permettant ainsi aux structures gouvernementales locales de diriger les processus au niveau local et ce, de manière inclusive, et de veiller à ce que les ministères nationaux jouent plutôt un rôle de soutien. La participation efficace des provinces exige l'engagement des plus hautes autorités politiques pour chacun de ces processus, l'amélioration des ressources financières et techniques, le renforcement des capacités des décideurs infranationaux et des experts techniques pour assurer une planification, mise en œuvre et un suivi fondés sur le savoir et négociés localement. En outre la coordination entre les points focaux provinciaux REDD+ et les points focaux des ODD (devant être répartis dans les provinces) dans les processus provinciaux de priorisation et contextualisation des ODD devrait être encouragée.

Références

1. Bernard F, Chesterman S, Neely CL, Ramos Delgado, R, Robiglio V, Gauldra G, van Noordwijk M. 2018. Review of Policy Frameworks for Effective REDD+ Implementation in the Context of the SDGs and Other National Action Plans. Nairobi: World Agroforestry Centre and FAO
2. CAFI. 2016. The Letter of Intent between CAFI and the DRC. [online] URL: <http://www.cafi.org/content/cafi/en/home/partner-countries/democratic-republic-of-the-congo/the-letter-of-intent-between-cafi-and-the-drc.html>

Citation: Bernard F, Rosenstock T, Neely C. 2018. REDD+ et les Objectifs de Développement Durable à l'Horizon 2030: Liens et Enseignements Tirés en République Démocratique du Congo. Policy brief no. 42. Nairobi: World Agroforestry Centre

Remerciements: Ce document d'orientation a été élaboré par le Centre Mondial d'Agroforesterie (ICRAF). Le travail original a été réalisé par l'ICRAF avec l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) qui a permis la réalisation des entretiens et de l'atelier organisé en RDC.

World Agroforestry Centre (ICRAF)

c/o INERA

Avenue des cliniques No 13, Commune Gombe,
Kinshasa, Democratic Republic of the Congo

Email: t.rosenstock@cgiar.org

Website: www.worldagroforestrycentre.org



RESEARCH PROGRAM ON
Climate Change,
Agriculture and
Food Security

